



# Union Fédérale des Syndicats de l'État - CGT

Montreuil, le 13 Septembre 2024

Monsieur Stanislas Guerini

Ministre démissionnaire de la Transformation et de la Fonction Publiques

## Dépôt d'un préavis de grève sur la période du 19 septembre au 31 octobre 2024

*Monsieur Stanislas Guérini,  
Ministre démissionnaire de la transformation et de la fonction publiques*

*Madame Nathalie Colin,  
Directrice générale de l'administration et de la fonction publique*

Madame, Monsieur ;

Le président de la République, Emmanuel Macron, a été sanctionné lors des élections législatives. Par leurs mobilisations et votes, les citoyen.nes ont aussi battu dans la rue et dans les urnes le péril fasciste, l'extrême-droite et ses alliés.

En refusant de nommer une Première ministre porteuse du programme du Nouveau Front Populaire, Emanuel Macron refuse d'entendre et de répondre à l'expression populaire et à l'urgence sociale. Force est de constater l'existence d'un coup de force et d'un déni de démocratie.

Outre que la question de la légitimité de la nomination de Michel Barnier à Matignon se pose, cette dernière confirme l'existence d'une complicité avec l'extrême-droite qui ne censurerait pas le gouvernement à ce stade.

Cette situation est irrecevable.

Tout montre par ailleurs que des lois de finances et de financement de la sécurité sociale sont à l'ordre du jour avec une amputation drastique des moyens alloués aux services publics, à la fonction publique, aux systèmes de sécurité et de protection sociales. Politiques dont les conséquences seront à nouveau un affaissement de l'effectivité et de la qualité des missions de service public, une dégradation de l'emploi, des conditions de travail et de son intensification dans les services.

Dans un tel contexte, l'UFSE CGT appelle les agent.es, actifs et retraité.es, fonctionnaires et non-titulaires, à se mobiliser, dès à présent, pour imposer la nécessaire rupture avec les politiques libérales mises en œuvre et que de premières réponses soient apporter à l'urgence sociale, à commencer par :

- L'abrogation de la contre-réforme des régimes de retraite,
- L'abandon définitif de la réforme de l'assurance chômage,
- L'abrogation de la loi portant transformation de la fonction publique,
- L'abandon définitif du projet de loi visant, entre autres, à faciliter le licenciement des fonctionnaires et accroître la rémunération au mérite,

- L'augmentation significative, dès 2024, des traitements, des salaires, des pensions, des retraites,
- La refonte des grilles indiciaires intégrant la revalorisation des filières à prédominance féminine,
- L'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes,
- Des lois de finances au service de la reconquête et du développement des services publics et de la fonction publique.

L'UFSE CGT apporte son soutien aux mobilisations d'ores et déjà initiées et en cours, à l'éducation nationale comme à la protection judiciaire de la jeunesse, pour ne citer que ces deux exemples.

L'UFSE CGT appelle les personnels à se mobiliser, par la grève et dans les manifestations du 1<sup>er</sup> octobre prochain, première journée d'action interprofessionnelle, des actifs et des retraités.

L'UFSE CGT dépose un préavis de grève du 19 septembre au 31 octobre 2024.

Le présent courrier vaut préavis de grève pour l'ensemble des personnels, ainsi que pour les nuitées en amont et en aval des dates du 19 septembre au 31 octobre.

Pour l'UFSE CGT,  
Le secrétaire général, Christophe Delecourt.



**Union Fédérale des Syndicats de l'État- CGT**

263, Rue de Paris - case 542 - 93514 Montreuil CEDEX tel: **01 55 82 77 56** - mel : [ufse@cgt.fr](mailto:ufse@cgt.fr)